



## Venezuela - Comprendre la guerre qui vient: La stratégie d'agression

Cinquième partie

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 20 juin 2019

[romainmigus.info](http://romainmigus.info)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Pour comprendre comment s'articulera la stratégie de ces groupes armés, il nous faut revenir sur les *guarimbas*, du nom donné au Venezuela à ces épisodes insurrectionnels qu'a connus le pays au cours des dernières années. Dès le jour de l'élection de Nicolas Maduro, le 14 avril 2013, Henrique Capriles, [mauvais perdant appela ses partisans à prendre les rues](#). Bilan : 11 morts, et 78 blessés (1). L'opposition réitérera sa volonté d'engager un bras de fer avec le pouvoir en réactivant les *guarimbas* en 2014 (43 morts, 608 blessés), et en 2017 (142 morts, 1934 blessés). [La plupart des morts sont imputables aux émeutiers](#), lorsqu'ils refusèrent que les citoyens puissent franchir les barricades pour accéder aux centres de soin, ou bien en assassinant des personnes suspectées de chavisme, en les égorgeant, en les brûlant vifs, en les lynchant, ou en les tuant par balle (2). Les policiers et les militaires n'échappent pas à la folie meurtrière des participants aux *guarimbas*, 16 membres des forces de l'ordre ayant été assassinés en 2014 et 2017, et 102 ont été blessés par balle.

Si les *guarimbas* étaient une tentative de déstabilisation du gouvernement élu, il paraît clair, aujourd'hui, qu'elles furent avant tout une répétition des stratégies militaires de morcellement du pays. Militants de l'opposition, délinquants, paramilitaires, tous les acteurs de cette armée de l'ombre, décrite précédemment, [ont tous contribué aux \*guarimbas\*](#) (3). Ils se sont ainsi forgé une expérience de combat en commun, et ont élaboré un récit politique de cette guérilla urbaine, mêlant héros et martyrs, en consolidant ainsi la cohésion symbolique de tous les participants (4). Dans certains quartiers contrôlés, une chasse aux sorcières était lancée pour les « purifier » des chavistes qui y résidaient (5). Au fil des années, les *guarimbas* se sont perfectionnées, et ont permis à leurs instigateurs de tenir compte des réactions et des mouvements de l'Etat dans la reconquête des territoires.

Au niveau international, cela a permis de d'ancrer l'image d'un gouvernement oppresseur qui n'hésite pas à assassiner sa propre population. Ce récit imaginaire visait à annihiler les soutiens de la Révolution bolivarienne au sein des Peuples européens et nord-américains.

Cependant, la localisation des barricades et des foyers subversifs semblait répondre à une opération d'une envergure toute autre que celle de la révolte étudiante présentée par les médias. Comme l'a maintes fois rappelé le gouvernement, ces foyers de subversion ont toujours été contenus. Sur les 335 *municipios* qui composent le Venezuela, seuls 18 ont connu la violence des *guarimbas* en 2014 (5%), et 51 en 2017 (15%) (6). Comme on peut le voir, les participants à ces guérillas urbaines étaient loin de représenter une véritable

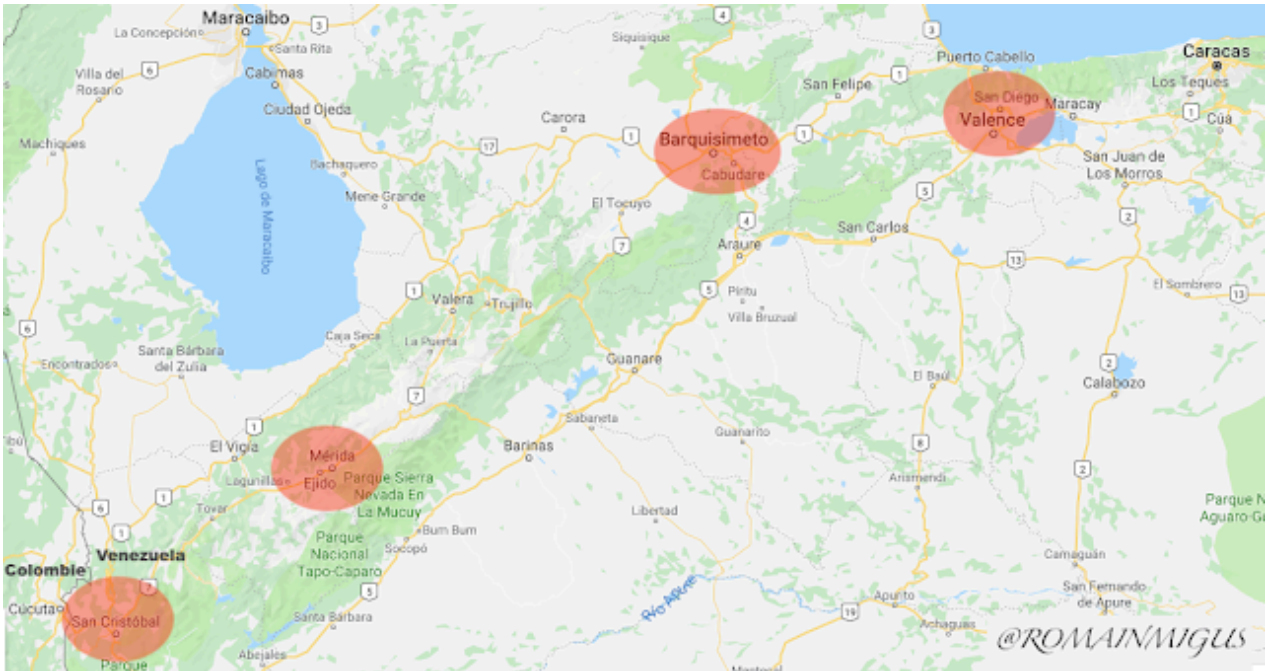
menace pour l'Etat. Cependant, la particularité géographique et sociale des *municipios* bloqués par les *guarimbas* nous indique que les affrontements pourraient reprendre au sein d'un conflit militaire. L'augmentation des violences et le perfectionnement des modes opérationnels des *guarimbas* entre les épisodes de 2013, de 2014 et surtout ceux de 2017, nous incitent à penser que ce modèle de contrôle territorial sera une des tactiques qui s'imposeraient dans un conflit militaire.

Nous avons déjà mentionné l'importance du couloir qui relie les Andes à la côte caribéenne. C'est la voie d'approvisionnement par laquelle transitent [un grand nombre de marchandises](#), produites au Venezuela ou importées depuis la Colombie ou via le port de Puerto Cabello (7). Comme nous l'avons déjà mentionné c'est aussi un couloir stratégique pour la vente de la cocaïne, d'où la présence de paramilitaires et de nombreux groupes mafieux.

Or, c'est dans cette zone territoriale que les *guarimbas* ont été les plus violentes, notamment dans certains quartiers de San Cristobal et de Merida, et dans les villes de Cabudare, ou San Diego. Ces territoires ont en commun une certaine homogénéité sociale, de classe moyenne à moyenne supérieure, qui constitue le socle de base de l'opposition radicale. Il est important de constater qu'il ne s'agit pas des lieux de résidence de la bourgeoisie ou des élites vénézuéliennes. Ces zones, bien que très actives politiquement, sont peuplées par une classe moyenne que les stratèges de la guerre qui s'annonce n'hésiteront pas à sacrifier.

Les territoires mentionnés permettent de bloquer l'approvisionnement des grandes villes en contrôlant les voies de communications. Cabudare est l'entrée de Barquisimeto depuis les Etats agricoles situés au sud. De nombreux produits destinés aux métropoles de la côte transitent par cette importante ville vénézuélienne. San Diego est situé à la périphérie de Valencia, capitale industrielle du pays, sur la route qui mène à Caracas. Cette ville est aussi établie sur la route qui conduit à Puerto Cabello, le principal port du Venezuela. Ajoutons que Barquisimeto et Valencia sont des points de passage obligés sur les axes routiers qui relient Maracaibo, et la région pétrolière du Zulia, à Caracas et au reste du pays.

D'autres villes importantes furent plongées dans le chaos des *guarimbas*. Ce fut notamment le cas de Ciudad Guyana (Puerto Ordaz). Cette ville se trouve au confluent de la frange pétrolifère de l'Orénoque et du bassin minier, et à quelques encablures des trois barrages hydroliques qui approvisionnent le Venezuela en l'électricité. Ciudad Guyana (Puerto Ordaz) accueille le siège des entreprises qui administrent ces richesses. Comme sur l'axe andin-côtier, le contrôle de cette ville est éminemment stratégique.



Localisation des guarimbas les plus violentes le long de l'axe andin-côtier

A Caracas, les *guarimbas* ont eu lieu essentiellement dans l'arrondissement huppé de Chacao, situé à l'est de la ville. A cheval sur trois axes principaux qui relient l'est et l'ouest de la capitale, cet arrondissement coupe de fait la capitale en deux. Il est aussi le poumon économique et financier du pays.

A chaque fois, ces zones territoriales possèdent une capacité relative de fonctionner de manière autonome, en contrôlant les voies d'approvisionnement en marchandises, ou les centres de productions situés sur leurs territoires. Cette particularité leur offre la possibilité d'annexer durablement les zones conquises.

Si les *guarimbas* avaient réussi à élever des barricades et bloquer des voies de communications capitales le temps de quelques mois, on peut saisir désormais ce qu'il adviendrait si ces mêmes acteurs se constituent en bataillon, et en viennent à défendre ces territoires aux moyens d'armes fournis par des agents extérieurs. Le Venezuela serait morcelé. L'administration centrale située à Caracas aurait toutes les peines à réaffirmer son autorité sur la totalité du territoire.

Cette forme de lutte civilo-militaire reste néanmoins cantonnée dans les zones urbaines et périurbaines de classe moyenne. D'autres portions du territoire sont sous la menace de la pègre et des paramilitaires. Ces derniers sont très actifs dans les secteurs frontaliers avec la Colombie et dans certaines zones rurales du pays. Quant aux nombreuses bandes criminelles, elles s'affrontent déjà avec l'Etat vénézuélien pour le contrôle de régions périphériques fondamentales, ainsi que dans certains quartiers populaires des grandes villes. Les territoires en jeu ne sont, encore une fois, jamais anodins.

De véritables opérations d'envergure ont été montées pour en finir avec la délinquance armée. Ainsi, en mai 2016, une des pires bandes criminelles du Venezuela est désarticulée dans l'Etat régional du Guárico, et son leader -Jose Antonio Tovar, alias «El Picure»- est abattu. La position de cet Etat central est éminemment stratégique. [60% de la production agricole vénézuélienne et de l'élevage](#) y transitent (8). Soit pour être acheminés dans les complexes agroindustriels, soit pour être directement vendus aux habitants des grandes

villes, situées sur la côte caribéenne. Le contrôle des voies d'approvisionnement des grandes villes est encore une fois le terrain d'une lutte sans merci entre l'Etat vénézuélien et le crime organisé. C'est une étape en cours dans la guerre irrégulière contre le Venezuela. Signalons aussi que l'Etat de Guarico abrite aussi la base militaire Capitan Manuel Rios, centre de contrôle du satellite Venesat I.

Dans les Etats d'Aragua et de Carabobo, une autre organisation criminelle fait régner la terreur : el *Tren de Aragua*, qui tire son nom d'un syndicat mafieux qui rackettait les constructeurs du système ferroviaire. Les affrontements avec les services de l'Etat et cette bande sont monnaie courante dans ces régions où se concentrent les industries vénézuéliennes. Un de ses leaders, arrêté au Pérou lors d'une tentative de braquage, a lui même confessé qu'il avait dû fuir le Venezuela à cause des «[incessantes persécutions de la police](#)» (9).

La force de frappe de ces bataillons irréguliers n'est pas à négliger. Le 6 mai 2019, le général d'aviation Jackson Silva, directeur de l'Ecole de formation des troupes professionnelles, ainsi que quatre autres officiers [trouvent la mort dans une embuscade tendue par le Tren de Aragua](#). Quatre autres militaires ont été blessés lors du combat qui les opposa aux membres de ce syndicat du crime (10).

Dans le riche Etat du Bolivar, frontalier avec le Brésil, la police vénézuélienne a descendu le délinquant équatorien Jamilton Ulloa, alias El Topo. Il était le chef d'une bande armée qui terrorisait une partie de la zone minière. Elle fut surtout responsable du massacre de Tumeremo, où dix-sept mineurs furent assassinés. Dans la même logique des Guarimbas, les bandes criminelles visent à contrôler des secteurs clés de l'économie de l'Etat du Bolivar, où se trouve la frange pétrolifère de l'Orénoque, les deuxièmes réserves d'or au monde et un sous sol qui regorge en minerais. C'est aussi sur ces terres que sont installés trois barrages hydrauliques qui fournissent 70% de l'électricité du pays. Et comme pour les guarimbas, le crime organisé entend se substituer à l'Etat avec la complaisance des politiciens d'opposition.



*Situation géographique de l'Etat du Guárico (en blanc), de la frange pétrolifère (en marron), de l'Arc minier (en jaune) et des 3 grands barrages hydrauliques (points rouges)*

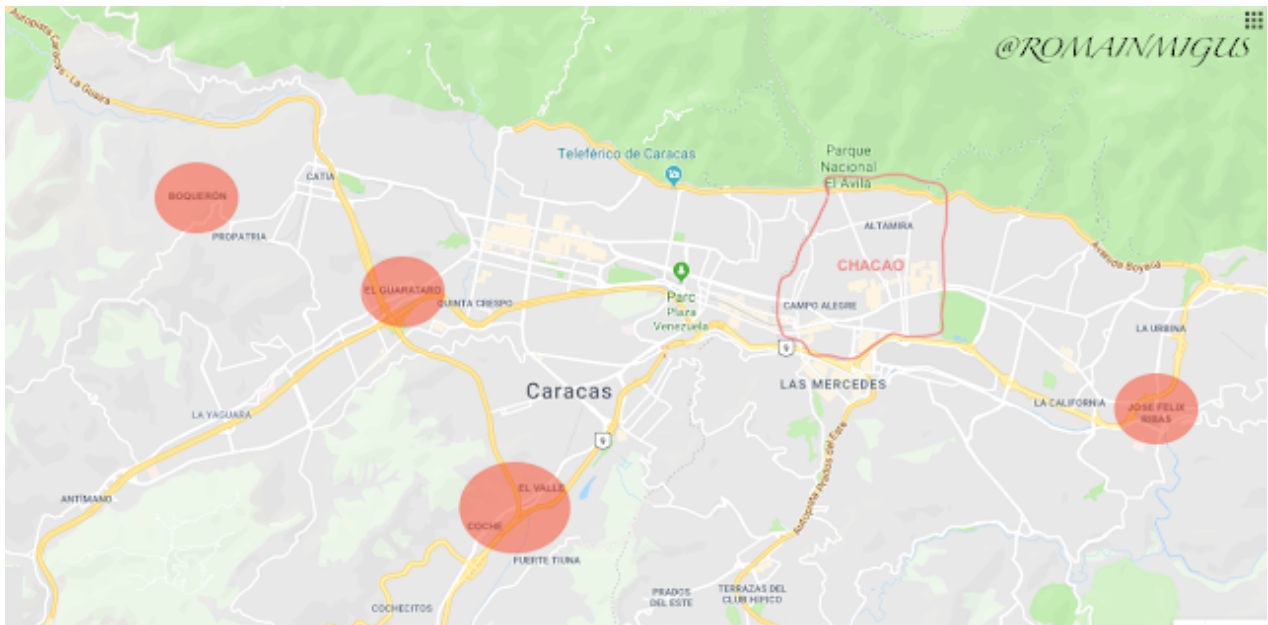
Lorsque les Etats-Unis tentèrent un bras de fer avec le président Maduro au sujet de « l'aide humanitaire », l'opposition vénézuélienne révéla une partie de son armée de réserve. Comme l'a mentionné Freddy Bernal, préfet de l'Etat frontalier du Táchira, [de nombreux membres de l'organisation Tren de Aragua](#) étaient venus sur la frontière colombienne pour faire dégénérer la situation (11). Sur la frontière brésilienne, une autre bande criminelle, la Garde Territoriale Pémon, s'affrontait armes aux poings avec l'armée. Bilan : plusieurs morts dans les rangs des délinquants. S'ensuivit immédiatement une campagne médiatique –à destination de certains secteurs des populations d'Europe et d'Amérique du Nord- sur un prétendu massacre voire un [«génocide» d'indiens de l'ethnie Pémon](#) par le gouvernement de Nicolas Maduro (12).

Pourtant, il est avéré qu'un groupe criminel, appelé Garde Territoriale Pemon, composée en partie par des indiens de cette ethnie, se livre [à des activités illicites dans le sud de l'Etat du Bolivar](#) (13). Lorsque Juan Guaido s'autoproclame président, le maire vénézuélien de la ville frontalière avec le Brésil le reconnaît immédiatement, et «[met à sa disposition sa Garde Territoriale Pémon](#)» (14). Ce sont eux qui se sont affrontés avec l'armée le 23 février 2019. Les morts de ce jour-là sont le fait d'un affrontement entre les soldats vénézuéliens et un groupe armé, étrangement en symbiose avec les desseins politiques de l'opposition.



*Pas de pagnes, de plumes, de carquois ou d'arcs pour ces indiens, membres de la Guardia Territorial Pémon (source : [ElCooperante.com](http://ElCooperante.com), un site lié à l'opposition) (15)*

Dans certains quartiers populaires de grandes villes, la pègre ainsi que des cellules dormantes de paramilitaires n'hésitent jamais à prêter main forte aux desseins politiques de l'opposition. Le 23 janvier 2019, après que Juan Guaidó se soit autoproclamé président, plusieurs bandes armées se sont affrontées aux Forces Spéciales de la Police Nationale Bolivarienne, notamment dans les quartiers Jose Felix Ribas, El Valle, Coche, Boquerón et El Guarataro. Ces groupes liés au crime organisé [prétendaient mettre la ville à feu et à sang comme «contribution»](#) au soulèvement organisé par Guaidó (16). Ces quartiers populaires occupent tous une position stratégique dans Caracas. Ils sont tous situés à proximité de voies d'entrée de la métropole. Boquerón surplombe l'autoroute qui mène du port de La Guaira (et de l'aéroport international) à Caracas. Jose Felix Ribas est, quand à lui, situé au pied de l'autoroute Gran Mariscal de Ayacucho, porte de sortie vers l'Est du pays. El Valle-Coche est un quartier posté face à Fuerte Tiuna, la caserne principale du pays, et collé à l'autoroute régionale du centre, qui relie Caracas à l'ouest du Venezuela. C'est aussi le quartier du marché de gros où se concentre la production alimentaire du Venezuela: l'équivalent vénézuélien du marché de Rungis. El Guarataro est niché entre l'autoroute norte-sur, passage obligé pour rejoindre La Guaira, et l'avenue San Martin, artère importante de la capitale. Encore une fois, des sites éminemment stratégiques, adjacents aux voies de communications de Caracas avec le reste du pays, qui ne manqueront pas d'être l'enjeu de lutte dès l'instant où s'officialiserait une opération militaire.



*Localisation des affrontements du 23 janvier 2019 et des principaux axes routiers de la ville (+arrondissement de Chacao)*

Depuis 2015, l'Etat vénézuélien s'est renforcé dans le combat contre le crime organisé pour ne pas laisser les bandes criminelles s'enkyster dans les territoires de la République. C'est l'acte de naissance des Forces d'Actions Spéciales de la police nationale bolivarienne : le FAES, l'équivalent du RAID français, du CGSU belge ou de l'unité Tigris suisse. Ils sont désormais en première ligne pour affronter le crime organisé et les paramilitaires.

Il n'est pas anodin que ce corps d'élite de la police soit désormais l'objet de multiples fake news. Le soir de l'autoproclamation de Guaido, le FAES a combattu ces bandes criminelles qui prétendaient semer le chaos dans Caracas. L'affrontement a donné lieu à de véritables scènes de guerre, qui expliquent la plupart des pertes humaines. Contrairement à ce qu'ont pu raconter les portes-paroles médiatiques de Guaido, ce jour-là, [des bandes armées liées à l'opposition ont livré bataille avec les forces de l'ordre](#) (17). A peine quelques jours plus tard, le FAES est accusé de « séquestrer » ou de « recruter de force » [des enfants pour les utiliser comme bouclier humain](#) (18) : autre fake news...

Depuis, il ne se passe pas un jour sans que ce corps de police soit l'objet d'attaques médiatiques. La plupart des sources contre les policiers proviennent soit de politiciens d'oppositions, soit d'ONGs des « droits de l'homme » liées à l'opposition. [Ces ONGs -comme Foro Penal ou Provea- sont financées](#) par des organismes tel que l'Open Society Foundation de George Soros, Freedom House et la Fondation Ford (19). Ces deux dernières étant [liés au monde du renseignement](#) des Etats-Unis (20). Le simple fait que ces sources ne soient pas partiales, car financièrement et politiquement liées à un camp belligérant, devrait suffire à relativiser leurs propos. Et pourtant, elles sont insatiatement reprises par tout le système médiatique, et par des ONG internationales comme Amnesty international ou Human Right Watch.

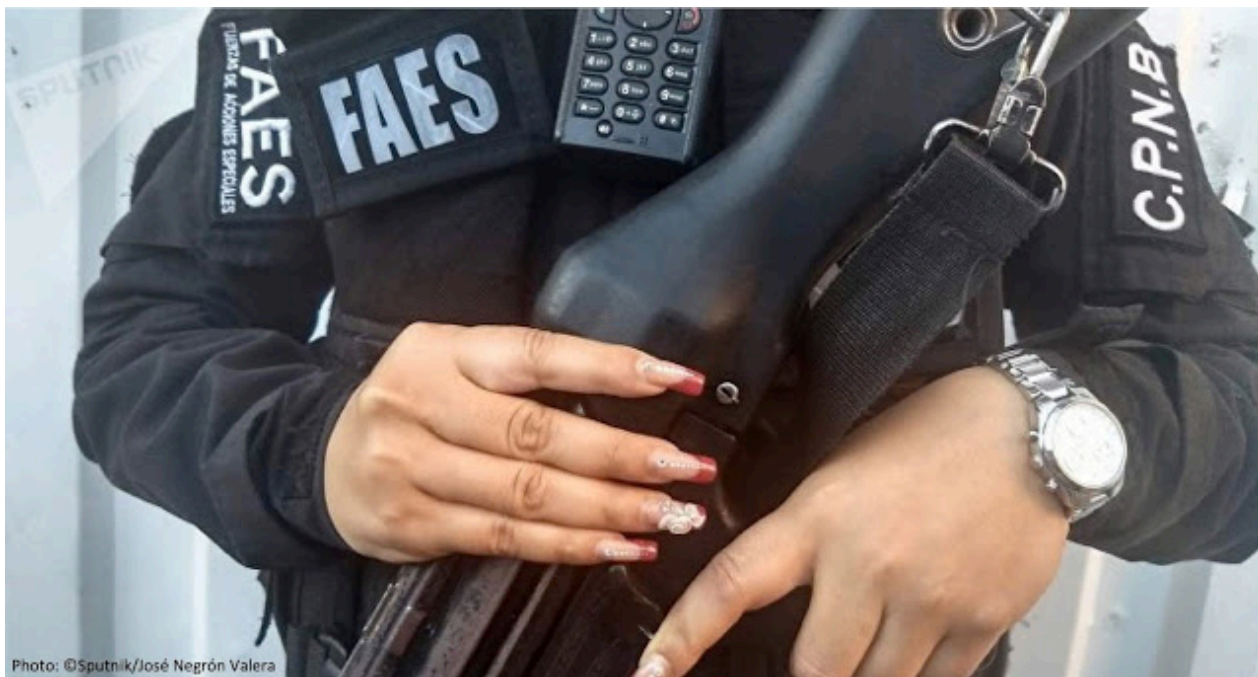
Dans le cas de l'ONG partisane Amnesty -qui, ne l'oublions pas, avait propagé la rumeur de la [destruction de couveuses par l'armée irakienne](#) en 1990 (21)- ces accusations sans fondements ont servi de justification pour exiger que les autorités vénézuéliennes [soient traduites devant la Cour Pénale Internationale \(CPI\)](#) pour « crimes contre l'humanité » (22). Une bien étrange requête qui coïncide en tout point avec les accusations [formulées à la CPI](#)

[par six pays ennemis du Venezuela](#)(Canada, Colombie, Argentine, Chili, Paraguay, Pérou) (23).

Le [secrétariat de l'Organisation de Etats Américain ou le Groupe de Lima](#) ont repris les infox contre le FAES à la lettre, ce qui est normal vu leur activisme pour renverser le président Maduro (24). Mais ces accusations furent aussi mentionnées par le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH). Or la lecture de l'introduction des rapports du HCDH nous informe, dès les premières lignes, [que leur analyse se base seulement sur des interviews de membres des ONGs](#) vénézuéliennes (25). C'est donc une « vérité » biaisée et en vase clos qui émerge pour l'opinion publique : des ONGs de l'opposition, financées par une puissance étrangère hostile, écrivent des rapports alarmants qui sont repris tels quels au niveau international, justifiant ainsi les dires des opposants vénézuéliens. Le FAES est donc catapulté dans le rôle du méchant, qui empêcherait le Peuple de « retrouver sa liberté », selon la novlangue en vigueur à la Maison Blanche.

Cette lecture tronquée et simpliste ne doit pas nous faire tomber dans l'excès inverse. Les Forces Spéciales de la Police ne sont ni méchantes, ni gentilles. C'est un groupe de combat qui empêche, de manière violente, certaines bandes criminelles de déferler sur le Venezuela. Interrogé à Caracas sur les attaques médiatiques subit par le FAES, un consultant en sécurité nous glissait « *S'il y a une guerre psychologique contre le FAES, c'est parce que c'est eux qui, au final, protègent la paix civile* ».

Freddy Bernal, préfet de la région frontalière du Tachira, [renforce ce propos](#) : « *la tâche du FAES est d'affronter les bandes criminelles et les paramilitaires. S'il y a tant d'attaques contre le FAES, c'est parce que le but recherché est l'élimination de cette unité d'élite de la police nationale* » (26).



*Une membre des Forces Spéciales de la Police Nationale Bolivarienne (FAES)*

Le Venezuela se trouve aujourd'hui entre des perspectives de dialogue et les menaces des Etats-Unis et de leurs alliés. Cependant, le peu de soutien populaire dont jouit Juan Guaido nous incite à penser qu'un dénouement militaire pourrait se préparer au fur et à mesure que



s'éloigne la perspective d'un changement de régime par d'autres moyens. Comme nous venons de le voir, tous les futurs acteurs de ce conflit sont déjà sur le pied de guerre.

L'armée irrégulière, qui ne manquera pas de s'abattre sur le pays est déjà en branle. Ces derniers mois, le Venezuela a dû faire face, à plusieurs assassinats de représentants des forces de l'ordre. En plus de l'assassinat du Général Jakson Silva, [les policiers sont systématiquement pris pour cible](#) par des groupes criminels (27). De même, plusieurs permanences du Parti Socialiste Uni du Venezuela (Psuv, parti au pouvoir) ont été détruites par des incendies criminels. Ce type d'attaques était un des modus operandi des *guarimbas*. Plus récemment, le 23 janvier 2019, le siège du parti dans l'Etat du Monagas a été réduit en cendres. Le 4 mai 2019, en plein centre de Caracas, [c'est la permanence du quartier de San Agustin](#) qui a été la proie des flammes (28).

Par ailleurs de nombreux dirigeants syndicaux et paysans, partisans de la Révolution Bolivarienne, ont été victimes d'assassinats sélectifs. En 2014, deux importants dirigeants politiques du chavisme ont ainsi été sauvagement exterminés : Eleizer Otaiza, président du conseil municipal de Caracas, et le député Robert Serra (ainsi que son assistante Maria Herrera). Ces dirigeants se spécialisaient dans les thèmes de sécurité de l'Etat, et avaient dénoncé de nombreuses fois les liens des paramilitaires avec l'opposition vénézuélienne.

Le 10 janvier 2019, un entrepôt de 22.000 m2 appartenant à l'Institut Vénézuélien de Sécurité Sociale [est ravagé par un incendie criminel](#). Les pertes dans le domaine de la santé sont incalculables et sont venus frapper de plein fouet un pays qui affronte un féroce blocus de la part des Etats-Unis, et pour qui les importations dans ce domaine restent difficiles (29). Dans la même lignée, le 27 février 2019, [c'est un entrepôt d'aliments](#) destinés à être distribués à la population via les Clap qui part en fumée. Le 7 mars 2019, [les centrales hydroélectriques sont hackées](#) et le pays plongé dans le noir (30). Le 14 mars 2019, un attentat détruit trois cuves de diluant naphta, indispensable pour mélanger le pétrole extra-lourd vénézuélien. Ce même jour, l'entreprise indienne [Reliance Industries Ltd avait dû céder aux pressions des Etats-Unis](#), et refuser de vendre du naphta au Venezuela (31). Le 4 avril 2019, c'est un [oléoduc dans l'est du pays qui est pris pour cible](#), et qui explose, coupant l'approvisionnement de brut dans les régions orientales du Venezuela (32).

Ces multiples attaques, signes de la guerre hybride en cours ne manqueront pas de s'intensifier. Si vous comptez sur les medias ou les ONG comme Amnesty pour dénoncer ces actes de guerres, [vous perdez votre temps](#). Eux ont déjà choisi leurs camps (33).

Parallèlement aux attaques diplomatiques et institutionnelles, face à un blocus criminel dont les conséquences sont ignobles pour la population, le gouvernement de Nicolas Maduro, et le Peuple vénézuélien, doit désormais se préparer à l'augmentation constante de la tension militaire non-conventionnelle, conçue pour créer un état de siège permanent et affaiblir durablement les structures de l'Etat vénézuélien.

Romain Migus

Partie 1 :



Partie 2 :



[Venezuela - Comprendre la guerre qui vient: Constitution d'une armée parallèle](#), le 3 juin 2019

Partie 3 :



[Comprendre la guerre qui vient: les combattants vénézuéliens \(Déserteurs, civils et criminels\)](#)

Partie 4 :



[Venezuela - Comprendre la guerre qui vient. Éléments étrangers de l'armée des ombres \(paramilitaires, mercenaires et forces spéciales\)](#)

Notes

(1) Romain Migus, "Nuit de cristal au Venezuela", *Venezuela en Vivo*, 17/04/2013, <https://www.romainmigus.info/2013/06/nuit-de-cristal-au-venezuela.html>

(2) Luigino Bracci, "Liste des victimes des manifestations au Venezuela (avril à juillet 2017)", *Alba Ciudad*, 24/07/2019, <https://wp.me/p17qr1-MIU>

(3) Romain Migus, "La fabrique de la terreur", *Venezuela en Vivo*, 25/03/2014, <https://www.romainmigus.info/2014/03/la-fabrique-de-la-terreur.html>

(4) Le cas de Neomar Lander est un bon exemple des "martyrs" des guarimbas. Ce jeune s'est tué en manipulant mal un mortier artisanal, qu'il utilisait pour tenter d'assassiner des policiers. Malgré les évidences -la scène ayant été filmée sur les réseaux sociaux, et le type de plaie qui lui a enfoncé la cage thoracique, et emporté un poumon-, les leaders de l'opposition et les médias privés ont laissé croire qu'il s'agissait d'une bavure policière. Des T-shirt et des casquettes sont apparus en un temps record à l'effigie du jeune Neomar. La construction médiatique du martyr s'est imposée à la vérité.

(5) Voir Romain Migus, "La fabrique de la terreur", op.cit.

(6) Le Municipio est une entité administratrice vénézuélienne de la taille d'un département français. Elle est gérée par un maire.

(7) Jose Negron Valera, "La balcanización: el plan del nuevo orden mundial para Venezuela", *Sputnik News*,  
24/04/2018, <https://mundo.sputniknews.com/firmas/201804241078149841-caracas-paises-occidentales-desintefracion/>

(8) "El paramilitarismo y la disputa por las zonas estratégicas del país", *Misión Verdad*,  
10/05/2016, <http://misionverdad.com/la-guerra-en-venezuela/el-paramilitarismo-y-la-disputa-por-las-zonas-estrategicas-del-pais>

(9) "El Catire, el sanguinario miembro del Tren de Aragua que sembró terror en Perú", *Caraota Digital*,  
07/08/2018, <http://www.caraotadigital.net/sucesos/el-catire-el-sanguinario-miembro-del-tren-de-aragua-que-sembró-terror-en-peru/>

(10) "Caso de militares emboscados en Magdalena da un inesperado giro", *EP Mundo*,  
06/05/2019, <http://epmundo.com/2019/caso-de-militares-emboscados-en-magdalena-da-un-inesperado-giro/>

(11) "Bernal: La oposición contrató al Tren de Aragua en la frontera para generar violencia", *Noticias24*,  
03/03/2019, <https://www.noticias24.com/venezuela/noticia/352414/bernal-la-oposicion-contrato-al-tren-de-aragua-en-la-frontera-para-generar-violencia/>

(12) Axel Gylden, "Venezuela: un discret massacre d'Indiens d'Amazonie, signé Maduro", *L'Express*,  
28/02/2019, [https://www.lexpress.fr/actualite/venezuela-un-discret-massacre-d-indiens-d-amazonie-signé-maduro\\_2064470.html](https://www.lexpress.fr/actualite/venezuela-un-discret-massacre-d-indiens-d-amazonie-signé-maduro_2064470.html)

(13) "Continúan los ataques de paramilitares pemones en la Gran Sabana", *Caraota Digital*,  
29/11/2017, <http://www.caraotadigital.net/sucesos/continuan-los-ataques-de-paramilitares-pemones-en-la-gran-sabana/>. Cet article rédigé sur un des principaux sites d'information de l'opposition vénézuélienne est antérieur de plus d'un an aux affrontements du 23 février 2019.

(14) Elizabeth Reyes, "Alcalde indígena y guardia Pemon reconocen a Guaido como presidente de Venezuela", *Eknuus*,  
01/02/2019, <https://eknuus.com/2019/02/01/alcalde-indigena-y-guardia-pemon-reconocen-a-juan-guido-como-presidente-de-venezuela/>

(15) Lysaura Fuentes, "1500 familias de La Gran Sabana están bajo el yugo de paramilitares indígenas (+Fotos)", *El Cooperante*,  
29/11/2017, <https://elcooperante.com/paramilitares-indigenas-mantienen-sometidas-a-1500-familias-en-bolivar-fotos/>

(16) "Confirmado: bandas criminales protagonizaron violencia nocturna el 23 de enero", *Misión Verdad*,  
01/02/2019, <http://misionverdad.com/tendencias/confirmado-bandas-criminales-protagonizaron-acciones-violentas-en-la-noche-del-23-de-enero/>

(17) "Conozca el prontuario de los líderes pagados por la derecha para generar violencia", *Con El Mazo Dando*,  
30/01/2019, <https://www.conelmazodando.com.ve/aqui-conozca-el-prontuario-de-los-lideres-pagados-por-la-derecha-para-generar-violencia>

(18) Faviola Acosta, "Denuncian reclutamiento de niños y jóvenes por parte del Sebin y FAES", *Notivenezuela*, 30/01/2019, <https://www.notivenezuela.com/noticia/denuncian-reclutamiento-de-ninos-y-jovenes-por-parte-del-sebin-y-faes-20334>

(19) "Ongs en venezuela y financistas que operan detrás de ellas", Misión Verdad, 02/05/2016, <http://misionverdad.com/la-guerra-en-venezuela/ongs-en-venezuela-y-financistas-que-operan-detras-de-ellas-infografias>

(20) Romain Migus, Eva Golinger, *La Telaraña Imperial*, ed. Monte Avila, Caracas: 2008, disponible sur <https://www.romainmigus.info/2013/06/la-telarana-imperial.html>

(21) "Irak / Koweït occupé: Violations des droits de l'homme depuis le 2 août 1990" document externe d'Amnesty International, 12/12/1990, <https://www.amnesty.org/download/Documents/200000/mde140161990fr.pdf>

(22) "Venezuela : Amnesty appelle la CPI à enquêter sur des «crimes contre l'humanité»", *Le Figaro*, 14/05/2019, [http://www.lefigaro.fr/flash-actu/venezuela-amnesty-appelle-la-cpi-a-enqueter-sur-des-crimes-contre-l-humanite-20190514?redirect\\_premium](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/venezuela-amnesty-appelle-la-cpi-a-enqueter-sur-des-crimes-contre-l-humanite-20190514?redirect_premium)

(23) Cours pénale Internationale, "Venezuela: examen préliminaire", <https://www.icc-cpi.int/venezuela?ln=fr>

(24) Maurice Lemoine, "Pourquoi le Venezuela a expédié un bras d'honneur à l'OEA?", *Mémoires des Luites*, 13/05/2019, <http://www.medelu.org/Pourquoi-le-Venezuela-a-expedie-un-bras-d-honneur-a-l-OEA>

(25) Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, "Violaciones de los derechos humanos en la República Bolivariana de Venezuela: una espiral descendente que no parece tener fin", junio 2018, [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018\\_SP.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/VE/VenezuelaReport2018_SP.pdf).

En 2019, le gouvernement a invité des membres de ce commissariat à venir au Venezuela. Malgré le fait qu'ils aient pu rencontrer des hauts fonctionnaires ainsi que des membres de la société civile, le rapport final ne se base que sur les dires des ONGs.

(26) Romain Migus, "Interview exclusive avec Freddy Bernal", *Youtube*, 25/02/2019, <https://www.youtube.com/watch?v=Mq55NuS0ues>

(27) La même bande qui s'était affronté au FAES le 23 janvier 2019 a assassiné et blessé des policiers le 20 mars. Voir "Banda del Wilaxis atacó a policías", *Ultimas Noticias*, 20/03/2019, disponible sur <https://theworldnews.net/ve-news/banda-del-wilaxis-ataco-a-policias>

(28) "Casa del Psuv en San Agustín del Norte fue atacada por grupos violentos", *Venezolana de Televisión*, 04/05/2019, <http://vtv.gob.ve/atacada-casa-psuv-sanagustin/>

(29) "Gobierno Nacional denuncia que incendio provocado en almacenes del IVSS causó pérdidas incalculables", *Venezolana de Televisión*, 11/01/2019, <http://vtv.gob.ve/gobierno-nacional-denuncia-incendio-provocado-almacenes-del-ivss-causo-perdidas-incalculables/>

(30) "Rusia afirma que el apagón en Venezuela fue causado por extranjeros que conocían el funcionamiento de equipos eléctricos canadienses", *RT*,

15/03/2019, <https://actualidad.rt.com/actualidad/308693-rusia-apagon-venezuela-extranjeros-equipos-canadiens>

(31) Nidhi Verma, "Reliance halts diluents export to Venezuela, not raised oil buying", *Reuters*, 13/03/2019,

<https://www.reuters.com/article/us-india-reliance/reliance-halts-diluents-export-to-venezuela-not-raised-oil-buying-idUSKBN1QU240>

(32) Freddy Vasquez, "Explosión de oleoducto en Urica dejan incomunicados a los estados Monagas y Anzoátegui", *El Periódico de Monagas*, 04/04/2019, <https://www.elperiodicodemonagas.com.ve/site/sucesos/explosion-de-oleoducto-en-urica-dejan-incomunicados-a-los-estados-monagas-y-anzoategui/>

(33) Maurice Lemoine, "Amnesty International veut la guerre au Venezuela", *Le Grand Soir*, 07/05/2019, <https://www.legrandsoir.info/amnesty-international-veut-la-guerre-au-venezuela.html>

La source originale de cet article est [romainmigus.info](http://romainmigus.info)  
Copyright © [Romain Migus](http://romainmigus.info), [romainmigus.info](http://romainmigus.info), 2019

---

Articles Par : [Romain Migus](http://romainmigus.info)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)